

RAPPORT DU TROISIEME COMITE DE PILOTAGE **INITIATIVE CACAO ET FORÊTS** 14 NOVEMBRE 2019, HOTEL RADISSON BLU, ABIDJAN



Novembre 2019













TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE DES RESOLUTIONS	2
INTRODUCTION	5
I- OUVERTURE DE LA RÉUNION	5
II- RAPPEL DES RESOLUTIONS DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU 08 NOVEMBRE 2018 .	6
III- ETAT D'AVANCEMENT DES ENGAGEMENTS DE L'INITIATIVE CACAO ET FORÊTS	6
IV- DÉFIS MAJEURS	6
4-1- Actualisation des limites des forêts classées	6
Res. 03: Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra officiellement les limites administratives des forêts	
classées, des parcs et réserves au Conseil du Café-Cacao dans le cadre de la réalisation du recensement de	!S
producteurs de Café et Cacao	6
4-2- Etat des lieux des forêts classées	7
4-5- Financement de l'Initiative Cacao Forêts	8
4-6- Choix d'un système de surveillance des forêts et d'alerte	8
4-7- Mise en place d'un fonds pour l'Initiative Cacao et Forêts	9
V- ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'ANNEE 2020	10
VI- DIVERS	10
VI- MOT DE CLÔTURE	10
ANNEXE : LISTE DES PARTICIPANTS	11















SOMMAIRE DES RESOLUTIONS

N°	RESOLUTIONS DU COMITE DE PILOTAGE	DECDONCADIEC	DELAI
IN		RESPONSABLES	
01	Pour une meilleure compréhension des coûts et des ressources à mobiliser, le Ministère des Eaux et Forêts confirmera le budget total nécessaire à l'actualisation des limites des forêts classées, estimé actuellement à 4,5 milliards. Il établira le coût pour chaque forêt classée, en commençant par les forêts des régions prioritaires de l'Initiative Cacao et Forêts. Dans ce cadre, les partenaires du secteur cacao intéressés par l'aménagement de certaines forêts classées pourraient participer financièrement à l'actualisation des limites desdites forêts.	- Secrétariat Technique - Ministère des Eaux et Forêts	31 décembre 2019
02	Le Ministère des Eaux et Forêts établira la liste des forêts classées dont les limites doivent être actualisées en priorité.	SecrétariatTechniqueMinistère des Eauxet Forêts	31 décembre 2019
03	Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra officiellement les limites administratives des forêts classées, des parcs et réserves au Conseil du Café-Cacao dans le cadre de la réalisation du recensement des producteurs de Café et Cacao.	- Ministère des Eaux et Forêts	20 décembre 2019
04	Le Ministère des Eaux et Forêts propose au Conseil du Café- Cacao de commencer le recensement des producteurs par les forêts classées afin de collecter plus rapidement les données socio-économiques de ces forêts classées.	Le Conseil du Café- Cacao	Septembre 2020
05	Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra à WCF et ses membres, avant la fin du mois de novembre 2019, la liste consolidée des enclaves	SecrétariatTechniqueMinistère des Eauxet Forêts	30 novembre 2019
06	Le Ministère des Eaux et Forêts se rapprochera des partenaires du secteur privé intéressés par la gestion de certaines forêts classées pour envisager leur contribution financière à la réalisation de l'état des lieux des dites forêts dans le cadre de l'élaboration des plans d'Aménagement et de gestion".	- Secrétariat Technique - Ministère des Eaux et Forêts	31 janvier 2020















N° RESOLUTIONS DU COMITE DE PILOTAGE PESDONSARIES DELAI			
	RESOLUTIONS DU COMITE DE PILOTAGE	RESPONSABLES	DELAI
07	Les partenaires du secteur privé sont invités à mettre à la disposition du Conseil du Café-Cacao, les données socio-économiques dont ils disposent sur les forêts classées afin d'alimenter le processus de recensement des producteurs en cours. A cet effet, un groupe de travail composé des représentants du Conseil du Café-Cacao et de l'industrie devra être constitué en vue de définir les modalités de partage des données.	- Secrétariat Technique - Le Conseil du Café- Cacao - Le secteur privé	31 janvier 2020
08	Dans le cadre de la réalisation de l'étude de faisabilité du système national de traçabilité, Le Conseil du Café Cacao transmettra le nouveau chronogramme du processus de recrutement du cabinet qui réalisera l'étude.	- Le Conseil du Café- Cacao	31 décembre 2019
09	Dans le cadre de la réalisation de l'étude portant sur la déclinaison opérationnelle des normes de sauvegardes environnementales et sociales, le groupe de travail engagement des communautés et inclusion sociale veillera à prendre en compte les éventuels liens entre cette étude et le recensement des producteurs de cacao réalisé par le Conseil du Café et Cacao.	- Secrétariat Technique - Groupe de travail engagements des Comité et inclusion sociale	31 décembre 2019
10	La demande de chiffrage des deux systèmes retenus comme pertinents selon les conclusions de l'étude portant sur l'évaluation des systèmes de surveillance des forêts en Côte d'Ivoire devra être faite aux prestataires afin d'avoir les résultats avant la tenue de la table-ronde des bailleurs de fonds.	- Secrétariat Technique	15 janvier 2020
11	Les priorités proposées pour l'Initiative Cacao et Forêts au titre de 2020 sont adoptées. Il s'agit de : 1. Finaliser la sensibilisation sur l'Initiative sur le terrain ; 2. Développer au moins trois nouveaux projets pilotes sur le terrain ; 3. Produire les premiers rapports de suivi-évaluation de l'Initiative ; 4. Avoir un suivi satellite de la déforestation issue du cacao opérationnel ; 5. Mettre en place au moins trois pilotes de traçabilité sur la base de l'étude de faisabilité réalisée ; 6. Déployer la politique de sauvegarde environnementale et sociale réalisée avec notamment la collecte des données socioéconomiques sur les forêts classées de catégorie 3 des cinq régions prioritaires ; 7. Actualiser les limites des forêts classées des cinq régions prioritaires, y compris les enclaves ;	- Secrétariat Technique	31 décembre 2020 (avec dates intermédiaires par action)















	8. Etablir un plan d'action pour la poursuite de l'Initiative Cacao et Forêts sur la période 2021-2024 ; 9. Travailler de concert avec l'Union Européenne sur les		
	enjeux et impacts possibles d'une potentielle réglementation sur les chaînes d'approvisionnement (cacao). Par ailleurs, les partenaires de l'initiative sont priés de veiller		
	à la mise en œuvre effective de ces priorités en 2020.		
12	Le Secrétariat de l'initiative Cacao et Forêts devra parachever l'élaboration du budget des activités de sensibilisation. Le financement correspondant devra être recherché par le Comité de Pilotage de l'initiative.	- Secrétariat Technique	30 juin 2020















INTRODUCTION

Le jeudi 14 novembre 2019, s'est tenue à l'hôtel Radisson BLU, de 10:35 à 13:40, la troisième réunion du Comité de pilotage de l'Initiative Cacao et Forêts. Cette rencontre avait pour objectif principal de faire l'état d'avancement des huit engagements du Cadre d'Action Commune de l'Initiative Cacao et Forêts et de la mise en œuvre du plan d'action, deux ans après la signature du Cadre d'Action Commune (novembre 2017). Elle a été présidée par M. Alain-Richard Donwahi, Ministre des Eaux et Forêts. Elle a enregistré la présence effective de 56 participants issus des structures partenaires de l'Initiative Cacao et Forêts et des observateurs (Voir liste de présence en annexe 1). Le présent rapport rend compte des principales observations et résolutions issues des échanges.

I- OUVERTURE DE LA RÉUNION

- Présentation de l'agenda faite par IDH.
- Lecture de la déclaration anti-trust par IDH.
- Mot du Président de la Fondation Mondiale du Cacao (WCF).

Dans son intervention, le Président de la Fondation Mondiale du Cacao (WCF) a rappelé que l'objectif de la rencontre était de passer en revue les progrès réalisés au cours des deux dernières années et de discuter des défis que les parties prenantes de l'initiative devront relever de façon concertée. Au titre des progrès, il a cité :

- la mise en place d'une structure de gouvernance forte pour l'initiative;
- la réalisation par le gouvernement de certains engagements clés, tels que l'adoption de la Stratégie de Préservation, de Réhabilitation et d'Extension des Forêts et l'adoption du nouveau Code Forestier ;
- le renforcement de l'application des lois environnementales ;
- la diminution du taux global de déforestation;
- et l'investissement en 2019 par les compagnies de plus de 22 millions d'euros pour la mise en œuvre d'actions spécifiques sur le terrain, notamment dans les cinq régions prioritaires.

Au titre des défis, il a identifié quatre qu'il juge critique pour le succès de l'Initiative Cacao et Forêts :

- s'assurer que suffisamment de temps soit accordé aux compagnies pour analyser les projets de décrets d'implémentation du Code Forestier et donner des feedbacks ;
- définir un nouveau chronogramme pour la mise en œuvres des prochaines étapes devant conduire à la mise en place d'un système national de traçabilité ;
- réaliser l'engagement pour la mise en place d'un cadre de suivi-évaluation de l'initiative, comprenant un système de surveillance satellitaire et des indicateurs de suivi des résultats ;
- définir un calendrier pour le partage des informations officielles sur les enclaves agricoles aux compagnies et aux autres parties prenantes.
- Ouverture du troisième comité de pilotage de l'Initiative Cacao et Forêts prononcée par Monsieur Le Ministre des Eaux et Forêts.

La troisième réunion du Comité de pilotage de l'Initiative Cacao et Forêts a été ouverte par Monsieur le Ministre des Eaux et Forêts, Président du Comité de Pilotage. Dans sa prise de parole, il a relevé que l'objectif majeur de la présente réunion est de faire le bilan de l'exécution de la mise en œuvre de l'initiative après deux années d'activités. Il a insisté que le bilan devra mettre l'accent sur les résultats obtenus par chacune des deux parties principaux signataires du Cadre d'Action Commune et surtout identifier les défis ainsi que les solutions proposées













pour les relever. Il a également indiqué que cette réunion est l'occasion pour le Comité de Pilotage de donner des orientations sur les perspectives pour 2020 et post 2020 visant à faire passer l'initiative à une phase 2, axée sur la mise en œuvre de projets concrets sur le terrain. Il a enfin salué les efforts d'investissements faits par le secteur privé, notamment en matière d'agroforesterie.

II- RAPPEL DES RESOLUTIONS DE LA DEUXIEME REUNION DU COMITE DE PILOTAGE DU 08 NOVEMBRE 2018

Le rapport du deuxième Comité de pilotage de l'initiative a été adopté par l'ensemble des participants.

III- ETAT D'AVANCEMENT DES ENGAGEMENTS DE L'INITIATIVE CACAO ET FORÊTS

L'état d'avancement des engagements de l'Initiative Cacao et Forêts depuis la signature du Cadre d'Action Commune en novembre 2017, a été présenté-par IDH (Voir la présentation PowerPoint jointe).

IV- DÉFIS MAJEURS

Suite à la présentation de l'état d'avancement des engagements de l'Initiative Cacao et Forêts, le Directeur de Cabinet du Ministère des Eaux et Forêts, Président du Comité Technique, a présenté les défis majeurs suivants :

4-1- Actualisation des limites des forêts classées

Observation

L'actualisation des limites des forêts classées est nécessaire pour aider les parties prenantes à mieux orienter les actions sur le terrain, en s'assurant notamment qu'aucun cacao ne provient des aires protégées. Mais c'est une opération lourde, coûteuse et qui prendre du temps. Le coût de l'actualisation des limites des forêts classées dans les régions de production de cacao (environ 122 forêts classées) est estimé à 4,5 milliards FCFA qui ne sont pas disponibles à court et moyen termes. Aussi, il conviendrait de hiérarchiser les besoins sur le sujet en précisant les forêts classées dont les limites doivent être actualisées en priorité.

Résolutions (Res.)

<u>Res. 01</u>: Pour une meilleure compréhension des coûts et des ressources à mobiliser, le Ministère des Eaux et Forêts confirmera le budget total nécessaire à l'actualisation des limites des forêts classées, estimé actuellement à 4,5 milliards. Il établira le coût pour chaque forêt classée, en commençant par les forêts des régions prioritaires de l'Initiative Cacao et Forêts. Dans ce cadre, les partenaires du secteur cacao intéressés par l'aménagement de certaines forêts classées pourraient participer financièrement à l'actualisation des limites desdites forêts.

<u>Res. 02</u>: Le Ministère des Eaux et Forêts établira la liste des forêts classées dont les limites doivent être actualisées en priorité.

Res. 03: Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra officiellement les limites administratives des forêts classées, des parcs et réserves au Conseil du Café-Cacao dans le cadre de la réalisation du recensement des producteurs de Café et Cacao.















4-2- Etat des lieux des forêts classées

Observation

Dans le cadre de l'état des lieux forêts classées, des activités portant sur la collecte de données socioéconomiques pour certaines forêts ont démarré. Le coût pour réaliser les enquêtes socioéconomiques dans l'ensemble des forêts classées des régions de production du cacao s'élève à 5,9 milliards (environ 122 forêts classées).

Résolutions

<u>Res. 04</u>: Le Ministère des Eaux et Forêts propose au Conseil du Café-Cacao de commencer le recensement des producteurs par les forêts classées afin de collecter plus rapidement les données socio-économiques de ces forêts classées.

Res. 05 : Le Ministère des Eaux et Forêts transmettra à WCF et ses membres, avant la fin du mois de novembre 2019, la liste consolidée des enclaves.

<u>Res. 06</u>: Le Ministère des Eaux et Forêts se rapprochera des partenaires du secteur privé intéressés par la gestion de certaines forêts classées pour envisager leur contribution financière à la réalisation de l'état des lieux des dites forêts dans le cadre de l'élaboration des plans d'Aménagement et de gestion".

4-3- Mise en place du système national de traçabilité du cacao

Observations

- Le recensement des producteurs de café et de cacao et de leurs vergers a démarré en avril 2019 et prendra fin en septembre 2020. Le Conseil du Café-Cacao a mobilisé 6 milliards de francs CFA et 600 agents recenseurs pour la réalisation de cette activité. Le recrutement de 200 agents recenseurs supplémentaires est en cours, soit un total de 800 agents qui seront mobilisés pour accélérer l'opération.
- L'appel à manifestation d'intérêt a été adressé aux neuf cabinets ayant postulé à la première phase jugée infructueuse. Le cabinet retenu aura son ordre de service au plus tard le 15 janvier 2020 pour le démarrage effectif de l'étude. Pour rappel, Le Conseil du Café-Cacao a mobilisé la somme de 125 millions pour la réalisation de cette étude.
- La mise en place d'une norme de cacao durable est en cours. Cette action est réalisée avec l'appui de l'organisation africaine de la normalisation.

Résolutions

<u>Res. 07</u>: Les partenaires du secteur privé sont invités à mettre à la disposition du Conseil du Café-Cacao, les données socio-économiques dont ils disposent sur les forêts classées afin d'alimenter le processus de recensement des producteurs en cours. A cet effet, un groupe de travail composé des représentants du Conseil du Café-Cacao et de l'industrie devra être constitué en vue de définir les modalités de partage des données.

<u>Res. 08</u>: Dans le cadre de la réalisation de l'étude de faisabilité du système national de traçabilité, Le Conseil du Café Cacao transmettra le nouveau chronogramme du processus de recrutement du cabinet qui réalisera l'étude.













4-4- Evaluation et financement des coûts liés à la réalisation de l'étude portant sur la déclinaison opérationnelle des normes de sauvegardes environnementales et sociales

Observation

Le recrutement du consultant est en cours pour la réalisation de l'étude portant sur la déclinaison opérationnelle des normes de sauvegardes environnementales et sociales de la Banque Mondiale dans le cadre de l'Initiative Cacao et Forêts.

Résolutions

<u>Res. 09</u>: Dans le cadre de la réalisation de l'étude portant sur la déclinaison opérationnelle des normes de sauvegardes environnementales et sociales, le groupe de travail engagement des communautés et inclusion sociale veillera à prendre en compte les éventuels liens entre cette étude et le recensement des producteurs de cacao réalisé par le Conseil du Café et Cacao.

4-5- Financement de l'Initiative Cacao Forêts

Le président du Comité de pilotage invite l'ensemble des parties prenantes de l'initiative à participer activement à la table ronde des partenaires techniques et financiers qui se tiendra le 16 janvier 2020.

4-6- Choix d'un système de surveillance des forêts et d'alerte

Observation

L'étude portant sur l'évaluation des systèmes de surveillance des forêts et d'alerte pour l'Initiative Cacao et Forêts a été réalisée et les conclusions sont disponibles. Les deux systèmes apparaissant les plus adéquats vis-à-vis de l'initiative sont Starling et Images. Cependant, le chiffrage précis de ces deux systèmes doit être développé. Une demande de propositions est en cours d'élaboration par les consultants afin que Starling et Images puissent répondre avec des offres techniques et financières plus précises.

• Résolutions

<u>Res. 10</u>: La demande de chiffrage des deux systèmes retenus comme pertinents selon les conclusions de l'étude portant sur l'évaluation des systèmes de surveillance des forêts en Côte d'Ivoire devra être faite aux prestataires afin d'avoir les résultats avant la tenue de la table-ronde des bailleurs de fonds.

Res. 11: Les priorités proposées pour l'Initiative Cacao et Forêts au titre de 2020 sont adoptées. Il s'agit de :

- 1. Finaliser la sensibilisation sur l'Initiative sur le terrain ;
- 2. Développer au moins trois nouveaux projets pilotes sur le terrain ;
- 3. Produire les premiers rapports de suivi-évaluation de l'Initiative ;
- 4. Avoir un suivi satellite de la déforestation issue du cacao opérationnel;
- 5. Mettre en place au moins trois pilotes de traçabilité sur la base de l'étude de faisabilité réalisée ;
- 6. Déployer la politique de sauvegarde environnementale et sociale réalisée avec notamment la collecte des données socioéconomiques sur les forêts classées de catégorie 3 des cinq régions prioritaires ;
- 7. Actualiser les limites des forêts classées des cinq régions prioritaires, y compris les enclaves ;
- 8. Etablir un plan d'action pour la poursuite de l'Initiative Cacao et Forêts sur la période 2021-2024;
- 9. Travailler de concert avec l'Union Européenne sur les enjeux et impacts possibles d'une potentielle réglementation sur les chaînes d'approvisionnement (cacao).













Par ailleurs, les partenaires de l'initiative sont priés de veiller à la mise en œuvre effective de ces priorités en 2020.

4-7- Mise en place d'un fonds pour l'Initiative Cacao et Forêts

Le Ministre des Eaux et Forêts, président du Comité de pilotage, va relancer le cabinet du Premier Ministre pour une décision portant sur la mise en place d'un fonds pour l'Initiative Cacao et Forêts.

4.8 Sensibilisation sur l'Initiative Cacao et Forêts

Observation

Les activités de sensibilisation ont démarré depuis octobre 2019 par la région de La ME. Les autorités administratives ont été sensibilisées sur les objectifs, les enjeux et les résultats de l'Initiative Cacao et Forêts le 24 Octobre 2019. Le défi à relever pour la poursuite de la sensibilisation demeure le financement de cette activité.

Résolution

Res. 12 : Le Secrétariat de l'initiative Cacao et Forêts devra parachever l'élaboration du budget des activités de sensibilisation. Le financement correspondant devra être recherché par le Comité de Pilotage de l'initiative.













V- ACTIONS PRIORITAIRES POUR L'ANNEE 2020

Les actions prioritaires pour 2020 proposées par le Comité Technique ont été validées par le Comité de pilotage:

N°	ACTIONS PRIORITAIRES	RESPONSABLES	DELAI
01	Finaliser la sensibilisation sur l'Initiative sur le terrain.	- Secrétariat Technique	Juin 2020
02	Développer au moins, trois nouveaux projets pilotes sur le terrain.	Secrétariat TechniqueSecteur publicSecteur privé	Octobre 2020
03	Produire les premiers rapports de suivi-évaluation de l'Initiative Cacao et Forêts.	- Secrétariat Technique - SEP REDD+	Mars 2020
04	Avoir un suivi satellite de la déforestation issue du cacao opérationnel.	- Secrétariat Technique - Ministère des Eaux et Forêts	Juin 2020
05	Mettre en place au moins trois pilotes de traçabilité sur la base de l'étude de faisabilité réalisée.	- Secrétariat Technique - Secteur public - Secteur privé	Juin 2020
06	Déployer la politique de sauvegarde environnementale et sociale réalisée avec notamment la collecte des données socioéconomiques sur les forêts classées de catégorie 3 des cinq régions prioritaires.	- Secrétariat Technique - Secteur public - Secteur privé	Juin 2020
07	Actualiser les limites des forêts classées des cinq régions prioritaires, y compris celles des enclaves.	- Ministère des Eaux et Forêts	Décembre 2020 Mars 2020
08	Etablir un plan d'action pour la poursuite de l'Initiative Cacao et Forêts sur la période 2021-2024.	- Secrétariat Technique	Novembre 2020
09	Travailler de concert avec l'Union Européenne sur les enjeux et impacts possibles d'une potentielle réglementation sur les chaînes d'approvisionnement (cacao).	- Secrétariat Technique - Parties prenantes	-

VI- DIVERS

En prélude à la table ronde de mobilisation des ressources prévue le 16 janvier 2020, le Ministère des Eaux et Forêts organise une journée nationale de lutte contre la déforestation à travers le planting d'un million d'arbres sur l'ensemble du territoire ivoirien le 15 novembre 2019. A cet effet, tous les partenaires sont priés de s'impliquer dans cette activité d'envergure nationale.

VI- MOT DE CLÔTURE

A la fin de la rencontre, le Ministre des Eaux et Forêts, président de séance, a réitéré ses sincères remerciements à l'ensemble des participants. Il a félicité ces derniers pour les progrès observés, deux ans après la signature du Cadre d'Action Commune et les a exhortés à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre des résolutions prises à cette troisième rencontre du Comité de pilotage.















ANNEXE: LISTE DES PARTICIPANTS

#	NOM & PRENOMS	ORGANISATION	FONCTION
1.	Donwahi Alain-Richard	Ministère des Eaux et Forêts	Ministre
2.	Gbogou Didier	Ministère des Eaux et Forêts	Directeur de Cabinet
3.	Rick Scobey	World Cocoa Foundation	Président
4.	Mva Mva Jonas	IDH, The Sustainable Trade Initiative	Directeur du Programme Cacao
5.	Yapo Assamoi Robert	Ministère des Eaux et Forêts	Coordonnateur ICF
6.	Timothy McCoy	World Cocoa Foundation	Vice-Président, Relations avec les Pays
7.	Traoré Ynsa	Ministère des Eaux et Forêts	Coordonnateur Adjoint ICF
8.	Ahoulou Kouamé	Secrétariat Permanent REDD+	Secrétaire Exécutif Permanent
9.	Frédéric Dion	Blommer	Sustainability Coordinator
10.	Kouamé Amani J.	Ambassade des Pays Bas	Conseiller économique
11.	Tondossama Adama	Office Ivoirien des Parcs et Réserves	Directeur Général
12.	N'Djoré Youssouf	World Cocoa Foundation	Directeur Développement Social
13.	Loué David	Agence Foncière Rurale	Directeur Général Adjoint
14.	Bonnéhion Léonnie	SIAT	Directrice de programme
15.	Carolin Fesenberg	Blommer	Commodity Sustainability Manager
16.	Coulibaly Nanga	Le Conseil du Café-Cacao	Conseiller Technique du Directeur Général
17.	Assamoi Patricia	Le Conseil du Café-Cacao	C/SAPIA
18.	Benjamin Walker	Le Conseil du Café-Cacao	Secrétaire Technique PPPP
19.	Kouamé N'Guessan	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	Assistant du DG DRME
20.	Kadjo Alloua	Secrétariat Permanent REDD+	Chargé de l'engagement des parties prenantes
21.	Koffi Dimitri	Ambassade Royaumes unis	Conseiller economique
22.	Djadji Amon Christian	Le Conseil du Café-Cacao	Chargé d'études
23.	Ouattara Charlette	World Cocoa Foundation	Program Manager ICF
24.	Sebastian Dekeister	Cocoanect	Responsable Durabilité
25.	N'Da Bindé Nadia	Cabinet de la première dame	Chef GB
26.	Mé Kouamé Martial	Ministère des Eaux et Forêts	Directeur de Cabinet Adjoint
27.	Budiansky Ethan	World Cocoa Foundation	Directeur Environnement
28.	Breuer Dirk	Ambassade Belgique	
29.	Youssouf Traoré	Ministère des Eaux et Forêts	Chef de Cabinet
30.	Brooks Andrew	Olam	Directeur Durabilité
31.	Brossard Stéphane	Union Européenne	Attaché de coopération
32.	Aka Jean Paul Aka	Programme des Nations Unies pour le Développement	Conseiller Technique
33.	Kouakou Kan Michel	Ministère des Eaux et Forêts	Chargé d'études
34.	Kodja Félix	Hershey	Sustainable Sourcing Representative
35.	Dr Assiri Alexis	Cemoi	Responsable Durabilité
36.	Assi Jean Ponce	Saco	Secrétaire General
37.	Gouesse Aidara	Ministère des Eaux et Forêts	Coordonnateur du Programme d'aménagement de Goin-Débé
38.	Ferguson Alex	WCF	Vice-President, Communications and Membership
39.	Muilerman Sander	GIZ	Conseiller
40.	Vouzon Noël	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire	Vice-Président du Conseil Régional de la Nawa



41.	Abou Ekra	Assemblée des Régions et Districts de Côte d'Ivoire	Chargé d'étude / Chargé de protocole
42.	Nathan Bello	Nestlé	NCP Manager
43.	Achille Kouamé	Touton	Sustainability Manager
44.	Van Custsem Cedric	Mondelez International	Directeur Associé Cocoa Life
45.	Kouassi Jérémie	Le Conseil du Café-Cacao	Directeur du développement agricole
46.	Dogui Aboa	Société de Développement des Forêts	Conseiller Technique du Directeur General
47.	Koya N. Jean Claude	Ministère du Plan et du Développement	Conseiller Technique du Ministre
48.	Peter Umunay	UNEP - CMC	Conseiller Technique principal
49.	David Solano	FAO	Expert en mobilisation de ressources
50.	Samg Gaiji	FAO	Représentant Pays
51.	Kokora Martin	Le Conseil du Café-Cacao	Chef du service Statistiques
52.	Mourifié Koffi	Ecom	Senior Agronomist
53.	Ouattara Vincent	Ministere de l'Economie et des Finances	Chargé d'Etudes
54.	Liliane Carisi	IDH, The Sustaible Trade Initiative	Chargé de programme Sénior
55.	Valérie Reboud	IDH, The Sustaible Trade Initiative	Representant Pays
56.	Gondo Gbogbo Arsene	IDH, The Sustaible Trade Initiative	Chargé de programme Sénior